Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Trois-demandes-basiques-de-Cuba-a-son-mauvais-voisin-d-en-face>

Trois demandes basiques de Cuba à son mauvais voisin d'en face

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mardi 30 août 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pulvérisée, toute illusion selon laquelle Barack Obama serait différent avec Cuba. De toute façon les Cubains continuent avec trois demandes basiques. Le leur est la goutte qu'un jour forera la pierre.

Il est clair que Cuba est socialiste, comme l'a réitéré le VI Congrès de son Parti Communiste. Et aussi il est évident que les États-Unis sont un impérialisme un peu décati, mais sans perdre son essence. Que devraient faire ces deux voisins séparés par à peine 90 miles d'eau ? La logique voudrait qu'ils vivaient ensemble pacifiquement, comme tant d'autres régimes distincts socialement qui maintiennent de bonnes relations économiques, culturelles et jusqu'à politiques.

Cela est la logique. De fait les États-Unis maintiennent des liens avec la Chine puissante Populaire, bien sûr non sans frottements, mais ceux-ci sont inhérents entre des nations avec des paradigmes et une organisation sociale différents. Washington ne peut pas, ou mieux, ne veut pas, cultiver des relations normales avec Cuba, sur qui il impose un blocus d'une façon totale depuis 1962 (le baissé de rideau fut la décision du « bon » John F. Kennedy).

On comprend que ces présidents, depuis Dwight Eisenhower jusqu'à l'actuel, soient gênés par l'existence un pays socialiste dans l'Hémisphère Occidental. On suppose qu'au Palais de la Révolution on n'aime pas non plus le fonctionnement de cette plaie de banques et des spécialistes transnationaux en pillage et fabricant de crises internationales, en plus de l'armement nucléaire pointant partout, y compris sur La Havane.

Mais la politique internationale ne se mène pas par des sympathies et/ou des antipathies. Et, bien qu'opposées par le sommet, Cuba et les USA ce sont deux réalités de ce monde. Cuba s'est rendue compte il y a beaucoup d'années de cela et agit en conséquence, en cherchant à normaliser la relation avec le mauvais voisin. L'empire, en revanche, continue d'agresser celui qui vit de façon mitoyenne. Cela saute aux yeux qui veut vivre pacifiquement ensemble et qui ne veut pas. Si quelqu'un avait quelques doutes, ils ont été levés en mars 2003, quand - après l'invasion US & Co en Irak - les ultra belligérants de Floride, gouvernée alors par le frère du président Bush, agitaient des affiches en disant « nous sommes déjà arrivés à Bagdad, maintenant à La Havane ». Cette accusation unilatérale contre la superpuissance ne serait-elle pas un peu exagérée ? Non. Elle n'est pas exagérée. C'est la partie agressive de cette histoire et celle-ci ne rectifie pas.

C'est démontré par deux exemples simples. En octobre de l'année dernière l'Assemblée générale de l'ONU a décidé par 187 votes contre 2 contre, que les États-Unis devaient lever le blocus économique et commercial contre la plus grande Ile des Antilles. Il y a eu 19 mises au vote dans le même sens mais l'assiégeant ne se pas considère au courant, quand les dommages économiques directs provoqués à sa victime dépassent déjà les 750.000 millions de dollars.

C'est Obama le terroriste.

Ce blocus qualifié comme un acte criminel - par les conséquences en souffrances et même de la mort qu'il sème entre la population - a été prorogé par Obama, chaque année qu'il a passé à la Maison Blanche. Il base la prorogation sur une « loi de guerre contre un pays ennemi » qui date de 1917, bien qu'il ne puisse prouver que depuis la Patrie de José Martí une guerre lui a été faite.

Sauf que l'afro-américain juge comme « acte de guerre » que le gouvernement de Raúl Castro ait formé 40 jeunes

Trois demandes basiques de Cuba à son mauvais voisin d'en face

des Etats-Unis comme médecins, après avoir étudié six ans dans l'École Latinoaméricaine de Médecine. N'importe qui dirait que c'était une manifestation de l'amour et de la solidarité de ceux d'« en bas », même d'un pays gouverné « bien haut » par les bourreaux de Cuba.

En août on a vu deux nouveaux cas du renforcement de cet injuste blocus, forcé par le Bureau pour le Contrôle de Biens Étrangers (OFAC), qui se consacre à contrôler des actifs (lisez ceux qui font le commerce avec La Havane).

D'un côté fut sanctionnée par 374.400 dollars d'amende une compagnie française de transport maritime, la CMA CGM, pour des prestations de services à l'île, tels comme transporter des produits agricoles et des médicaments. Un délit horrible...

De l'autre, la banque US *JP Morgan Chase* a confirmé le 26/8 qu'elle a dû payer une amende de 88,3 millions de dollars après avoir été accusée de violer des restrictions mises contre l'île. Ainsi agissent les champions du libre-échange mondial.

Obama a encore une fois inclus Cuba dans la liste des États « qui sponsorisent le terrorisme international ». Dans la liste, sont en plus, l'Iran, la Syrie, le Soudan, la Corée du Nord et d'autres administrations qui ne plaisent pas au Département d'État. Cette forme de sanction a été adoptée le 18 août. Le jour suivant le Ministère des Relations Extérieures de Cuba, conduit par Bruno Rodríguez Parrilla, a relevé le gant. « Cuba exige du gouvernement des Etats-Unis qu'ils punissent les vrais terroristes qui résident aujourd'hui sur le territoire des Etats-Unis, qu'ils libèrent les « Cinq Héros » et qui mettent fin à la politique de blocus et d'hostilité contre notre pays, qui porte atteinte aux intérêts légitimes des deux peuples », disait le communiqué officiel.

Cuba terroriste ? D'où cela sort ? Ou donc ? Jusqu'où arrivent à voir les yeux des simples mortels, les prisons illégales de Guantanamo et d'Abu Ghraib sont opérées par des militaires US. Les bombardements en Afghanistan, en Irak, au Pakistan et en Libye, où larguent des bombes et des missiles « *Made in USA* ». Les coups d'État au Honduras et la répression en Colombie, portent leur sceaux. Les tentatives putschistes au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, de même.

Avant on disait que Bush était le terroriste. Enfermé depuis janvier 2009 dans son ranch de Texas, il a été remplacé par Obama, un souriant charmeur de serpents, qui pique avec le poison mortel qu'il a extrait de ceux-ci.

Quand les Etats-Unis comprendront-ils que leur ennemi n'est pas Cuba ? L'Ouragan l'a été, en occurrence, Irene, qui a provoqué 37 morts. Même sur ce sujet ils pourraient apprendre de l'île, qui a une grande expérience pour esquiver ces tempêtes.

Un pied d'égalité ou rien.

Le gouvernement cubain et beaucoup d'organismes humanitaires du monde implorent la liberté des *Cinq Cubains* incarcérés dans des prisons des Usa. Depuis le 12 septembre 1998, ils sont en prison, ces braves qui alertaient leur pays d'attaques terroristes organisées par la mafia Cubano-usaméricaine de Miami. Dans un jugement truqué, partiel et sans épreuves, ils ont été punis pour un total de quatre condamnations perpétuelles et 77 ans. C'était une injustice presque aussi grande que celle qui a envoyé à la potence les Martyrs de Chicago Sacco et Vanzetti.

Ce 12 septembre, cela fera treize ans de cette violation du droit à la défense dans un procès et dans un lieu impartial, qui ne pouvait pas être Miami, ce cloaque de la mafia précitée.

Trois demandes basiques de Cuba à son mauvais voisin d'en face

Les instances judiciaires épuisées et avec la Cour Suprême de Justice qui a décidé de ne pas réviser le cas, il reste seulement la demande en grâce à Obama. Comme des fourmis sans repos, beaucoup d'associations d'amitié avec Cuba réunissent un million de signatures dans le monde pour demander au président qu'il gracie ces prisonniers. Pour deux de ceux-ci, cela fait déjà treize ans qu'ils ne peuvent pas recevoir la visite de leur épouse respective ni de leurs familles parce que Washington ne leur accorde pas de visas pour entrer sur le territoire des États-Unis. Dix prix Nobel se sont exprimés en faveur de cette liberté. Le surprenant Nobel de la Paix de 2009, n'est pas parmi eux, qui alors comptait seulement 8 mois à la Maison Blanche et n'avait pas mérité qu'on lui donne même un tout petit prix dans son quartier.

Ces deux là ce sont les premières revendications cubaines pour son mauvais voisin d'en face : qu'il arrête le blocus et libère les *Cinq*. Le reste des questions où il existent des différences entre les deux parties, nécessite qu'elles soient négociées dans un dialogue pacifique, entre deux interlocuteurs sur un pied d'égalité.

Depuis qu'en 2006 Raul Castro a dû prendre le poste de président du pays, son frère Fidel ayant des problèmes de santé, il a tendu sa branche d'olivier. Et la main offerte pour une discussion rationnelle des disputes existantes, il a suivi dans cette position, ouverte.

Lamentablement de telles négociations n'ont pas été acceptées par Washington, sauf sous une forme sporadique pour traiter des sujets migratoires. Pas même sur ce sujet il y a eu de bonnes nouvelles, puisque l'empire ne remplit pas l'accord en vigueur d'accorder jusqu'à 20.000 visas annuels pour ceux qui veulent voyager vers La Floride.

Il est sûr que si Obama acceptait de converser d'égal à égal avec Castro, le lendemain ils pourraient s'asseoir ensemble pour chercher des solutions aux différends. Les Cubains demandent que cela soit une négociation d'égaux et non une reddition conditionnée où ils laissent de côté leurs principes et le socialisme. En attendant que ce temps arrive, Cuba continuera à faire baisser sa mortalité infantile et à améliorer son économie touchée par le blocus, mais aussi par leurs propres erreurs. Quand le mauvais voisin sera prêt et qu'il ait le courage de sonner à la porte, il sera reçu avec une table bien servie. Ce qu'il manquera sur celle-ci, ce sera par la faute du blocus.

[La Arena](#). Santa Rosa, Argentine, le 30 août 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 30 août 2011.